

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 213/00

ÉFAI – 000458 – ASA 43/004/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées
ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

SALOMON

**les patients et le personnel des dispensaires situés dans les zones
rurales de l'île de Guadalcanal**

Londres, le 14 juillet 2000

Par deux fois cette semaine, des groupes armés originaires de l'île de Malaita ont tué des patients dans des établissements de soins situés sur la principale des îles Salomon, Guadalcanal, où avaient été soignés certains de leurs adversaires dans le cadre du conflit interethnique dont l'archipel est le théâtre. Les patients et le personnel de ces établissements, en particulier dans les régions rurales, courent un grand danger.

Tandis que la population rurale de Guadalcanal est composée à plus de 90 p. cent d'habitants de souche, la capitale, Honiara, est dominée par des colons originaires de l'île voisine de Malaita. En octobre 1998, des groupes armés autochtones de Guadalcanal ont commencé à terroriser les colons de Malaita installés dans les zones rurales, contraignant au moins 20 000 personnes à abandonner leurs foyers. Un groupe armé, la *Malaita Eagle Force* (MEF, Force de l'aigle de Malaita), agissant de concert avec des éléments d'unités paramilitaires de la police, a organisé un coup d'État en juin de cette année et provoqué un changement de gouvernement, accusant le précédent de n'avoir pas pris les mesures de réparation qui s'imposaient au vu des pertes en vies humaines et des préjudices matériels subis par les natifs de Malaita. La MEF contrôle désormais la capitale.

Le 14 juillet, des hommes armés vêtus d'uniformes de la MEF et de la police paramilitaire, qui naviguaient le long de la côte à bord de deux bateaux rapides, ont d'abord tiré au hasard sur les huttes du village côtier d'Aruligo, puis se sont rendus à Visale, dans le nord-ouest de Guadalcanal. Là, ils ont ouvert le feu sur des membres du personnel et des patients du dispensaire de Visale qui tentaient de s'enfuir, tuant un vieil homme et un adolescent. D'après les informations recueillies, des fournitures médicales essentielles de la Croix-Rouge ont été endommagées par les tirs. Les hommes armés se sont emparés de la radio à énergie solaire du dispensaire, qui constituait le principal moyen de communication de la zone avec la Croix-Rouge et la capitale, celle-ci étant coupée des régions rurales de Guadalcanal par les barrages routiers mis en place par la MEF.

Des combattants de l'*Isatabu Freedom Movement* (IFM, Mouvement de libération Isatabu), groupe armé opposé à la MEF dans le cadre des affrontements interethniques, blessés au cours d'échanges de tirs avec la force composée des membres de la MEF et de policiers se sont récemment faits soigner au dispensaire de Visale, et auraient utilisé la radio de l'établissement à des fins militaires. Le 10 juillet, trois hommes masqués armés de fusils se sont introduits par la force dans un service chirurgical de l'hôpital central d'Honiara, et ont abattu deux patients appartenant à l'IFM, âgés de dix-huit et vingt ans. Le personnel de cet établissement pense que les tueurs faisaient partie de la force composée des membres de la MEF et de policiers. Un porte-parole de la MEF a dénié toute responsabilité. Ultérieurement ce même jour, le Premier ministre s'est engagé à mettre en place un dispositif de sécurité renforcé pour le personnel et les patients de l'hôpital, mais il n'a pas mentionné les dispensaires ruraux.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Jusqu'à ce que débutent les affrontements armés interethniques entre l'IFM et les habitants originaires de Malaita en octobre 1998, on estimait à 40 000 le nombre de ces colons vivant dans tout le nord de Guadalcanal, établis essentiellement dans la capitale, Honiara. Ils étaient majoritaires au sein du gouvernement et de la fonction publique, notamment de la police, et occupaient l'essentiel des emplois rémunérés sur l'île.

Au cours des vingt derniers mois, plus de 100 personnes ont été tuées dans le cadre d'un conflit ayant pour enjeux des questions de propriété foncière, de développement et de justice non résolues. Les services de police ne fonctionnent plus et les îles Salomon ne disposent pas de forces armées. On est sans nouvelles des membres d'une vingtaine de familles originaires de Malaita, présumés avoir été enlevés et tués par l'IFM.

Ces derniers mois, des groupes armés malaitans alliés à la MEF ont tué des dizaines de civils et d'« activistes » de l'IFM, en représailles de précédentes attaques menées par ce groupe armé ou par des dissidents contre des natifs de Malaita non armés ou leurs biens. Au cours du coup d'État du 5 juin, la MEF s'est emparée d'armes, de bateaux rapides et d'autres équipements appartenant à la police, qu'elle a récemment utilisés pour lancer l'opération « *Eagle Storm* » contre l'IFM. Elle a eu recours à une vedette de la police au moins une fois dans le cadre d'offensives au cours desquelles des objectifs civils ont été atteints.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax (en anglais ou dans votre propre langue) :

– appelez le gouvernement des îles Salomon à garantir la sécurité des patients et du personnel de tous les dispensaires situés dans les zones rurales de Guadalcanal, y compris celle des combattants blessés de l'*Isatabu Freedom Movement* (IFM, Mouvement de libération Isatabu), et, si nécessaire, à solliciter l'assistance de la communauté internationale afin de traduire en justice les responsables présumés des homicides commis à l'hôpital d'Honiara et au dispensaire de Visale.

APPELS À :

Premier ministre :

The Hon. Mannaseh Sovagare MP
Prime Minister, Office of the Prime Minister
PO Box G1, Honiara
Îles Salomon

Télégrammes : Prime Minister, Solomon Islands

Fax : 677 26088 / 25470

Formule d'appel : *Dear Prime Minister,* / Monsieur le
Premier ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques des îles Salomon, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande dans votre pays
(l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont joué un rôle de premier plan dans le cadre des récentes initiatives de paix).

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 25 AOÛT 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*